



## La Rep'Entreprendre, le magazine au cœur de l'économie du Loiret

**NOUVEAUTÉ.** Ce trimestriel, dédié à l'entrepreneuriat en région, est en kiosques dès aujourd'hui. **PAGES 2 ET 3**

larep.fr

# LA RÉPUBLIQUE DU CENTRE ➔ ORLÉANS

N° 22624

CentreFrance

MARDI 17 AVRIL 2018 - 1,10€

### ■ PÉDOPHILIE

**L'évêque d'Orléans Mgr Blaquart invite à « sortir du silence »**

PAGE 4

### ■ ARMÉE DE L'AIR

**Les Mirage privés de bombe factice après l'accident de Nogent**

PAGE 4

### ■ BASKET-BALL

**L'OLB n'a pas le droit à l'erreur, ce soir, en recevant Poitiers**

PAGE 26



### ■ ORLÉANS

**La Foireexpo doit se renouveler pour reconquérir le public**

PAGE 7

## Le projet régional de santé refusé en bloc !



■ **CENTRE-VAL DE LOIRE.** L'Agence régionale de santé consulte les collectivités sur les objectifs à mener entre 2018 et 2022. Le manque de moyens est pointé du doigt. ■ **HOSTILITÉ.** Maisons de santé, attractivité médicale, moyens à l'hôpital... Le projet de l'État n'est pas jugé adapté et fait l'unanimité contre lui. PHOTO ERIC MALOIT

PAGE 6

### ■ PROPOS D'UN JOUR

**Chouquette.** Célébrité de la mode, Karl Lagerfeld, 84 ans, vient de faire part de ses dernières volontés : « J'ai demandé que l'on m'incinère et que l'on disperse mes cendres avec celles de ma mère... Et celles de Chouquette, si elle meurt avant moi ». Chouquette n'étant que la délicieuse chatte qui partage la vie du créateur depuis plusieurs années. Le porte-drapeau de Chanel ne fait que rejoindre Brigitte Bardot ou Alain Delon qui ont déjà dit leur intention de reposer près de leurs animaux adorés. Mais que l'on se rassure, bon pied bon œil, Chouquette et son maître ne sont pas pressés de monter au ciel.



## Immersion dans une opération antidrogue à Orléans

■ **DÉLINQUANCE.** Les interventions de police se multiplient dans le centre-ville pour mettre fin aux trafics de stupéfiants, en particulier dans le quartier des Carmes et aux abords de Place d'Arc. Le centre-bus et ses rassemblements de jeunes sont aussi, pour d'autres raisons, sous surveillance. Le secteur de La Source est également ciblé par les forces de l'ordre. **PAGES 30 ET 31**

# Projet régional de santé

**CONTESTATION** ■ Le futur plan 2018-2022 de l'Agence régionale de santé semble faire l'unanimité contre lui

## Le remède de l'État jugé inefficace

Hier, le conseil économique, social et environnemental régional (Ceser) a voté à l'unanimité contre le plan santé 2018-2022. La Région devrait limiter jeudi. Mais pourquoi donc un tel rejet des travaux de l'Agence régionale de santé ?

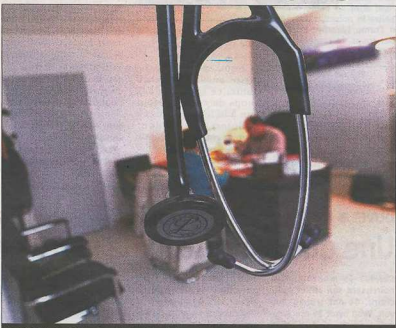
David Creff

Hier, paradoxalement, le cœur malade de la santé en Centre-Val de Loire battait pourtant fort dans et devant les murs du conseil régional, à Orléans.

À l'heure où, depuis l'hémicycle, le Ceser (\*) s'appretait à dire « non » (vote consultatif) au projet régional de santé 2018-2022 (PRS 2). Et à l'heure où la CGT venait, elle aussi, contester les propositions de l'Agence régionale de santé (lire ci-dessous).

### Les projets de maisons de santé sont-ils menacés ?

« On analyse globale de la situation est très juste, rien à redire », admet le rapporteur du PRS2 pour le Ceser, Dominique Sacher. C'est au niveau des préconisations que ça coïncide. Celles appliquées à



**TROP PEU.** En 2016, 33 médecins s'installaient dans le Loiret. Trop peu, ils étaient, cette même année, 106 à choisir l'Indre-et-Loire, où se situe la faculté de médecine. PHOTO CONSULT GUYAUX

une région se trouvant « dans une situation catastrophique en terme de démographie médicale » (lire ci-dessous).

Deux exemples : rien que dans le Loiret, quatre services hospitaliers de médecine seraient désormais menacés de fermeture, « deux à Pithiviers, un à Sully-sur-Loire et un autre à Neuville-aux-Bois », croit

la CGT. Face à la pénurie de professionnels de santé et à des exigences toujours plus grandes de l'ARS en matière de sécurité, il deviendrait de plus en plus difficile pour certains services de se maintenir.

Hier, le président François Bonneau promettrait, lui aussi, un vote de défiance de l'exécutif régional, vis-à-vis du PRS 2. Le « non » (un avis consultatif) devrait logiquement l'emporter, jeudi, lors du vote en séance plénière.

Contre les déserts médicaux, il n'y a pas de dispositif plus puissant que celui des maisons de santé pluridisciplinaires (MSP). « Contre les déserts médicaux, ce sont mettons en place », estime François Bonneau.

L'objectif est d'avoir créé cent MSP dans la région, d'ici 2020. Problème : le PRS2 conditionnerait à présent la naissance d'une MSP au fait qu'elle abrite au moins quatre médecins généralistes. Contre seulement deux aujourd'hui.

« C'est irréalisable, antipe Dominique Sacher. Ou va-t-on aller les chercher ? »

Pourquoi une telle contrainte, ce handicap supplémentaire ? « Interrogé à son tour François Bonneau. Si celle qui s'édifie actuellement à Pithiviers ne devrait pas en souffrir (quatre généralistes auraient été trouvés), combien d'autres projets de MSP risquent de passer à la trappe ? »

### La fac de médecine trop centrée ?

« Si encore on augmentait le nombre classique régional, le passant de 255 350 », ajoute Dominique Sacher, au nom du Ceser, qui préconise cette petite révolution... Il faut en fait, pouvoir former une centaine de médecins supplémentaires par an. Au minimum... Et qui iraient enfin l'est de la région. Autrement dit, le Cher et le Loiret, particulièrement touchés par la pénurie de médecins. Pourquoi ? Parce que la faculté de médecine de

Tours, à l'ouest, est beaucoup trop « centrée », souligne l'ARS.

Mais le Ceser rappelle qu'un contingent régional plus important de jeunes médecins passe par la création d'une Paces à Orléans. Autrement dit, d'une Première année commune des études de santé, à laquelle la faculté de médecine de Tours s'oppose. Les relations sont compliquées. Mais il existe d'autres faces de médecine, après tout. En région parisienne... Et l'université d'Orléans se tourne aujourd'hui vers elles. Pour tenter demain d'amorcer une sortie, celle du Centre-Val de Loire, du grand désert médical qui le caractérise. ■

(\*) Conseil économique, social et environnemental régional.

### LES AIÑES

**Restent cher eux.** À travers son PRS2, l'Agence régionale de santé préconise aussi d'essayer de maintenir les aînés chez eux le plus longtemps possible. Pas assez d'épaul pour les accueillir ? Réaction du rapporteur Dominique Sacher : « Pour cela, il faudrait, derrière, des parcours de soins adaptés. Mais comment faire dans une région avec si peu de médecins ? »

### À ORLÉANS

**MERCREDI** ■ Venue de la ministre de la Santé, Agnès Buzyn



**PÉDAGOGIE.** Elle reviendra sur la stratégie de transformation du système de santé français.

La ministre des Solidarités et de la Santé, Agnès Buzyn, sera à Orléans, ce mercredi. À 12 h 30, elle se rendra ici Coligny, rue du Faubourg-Banner, sur le site de l'Agence. La ministre reviendra alors sur la stratégie gouvernementale de transformation du système de santé français.

Elle aura préalablement assisté, le matin, à un échange autour de cette thématique, rencontré les agents de l'Agence nationale de santé (ARS), et participé à une consultation institutionnelle. ■

### La CGT refuse aussi le projet de l'ARS et le fait savoir

Hier, entre barbeque géant et drapeaux, la CGT s'est posée sous les fenêtres de l'hôtel de Région. Le syndicat entendait faire savoir qu'il s'opposait fermement au nouveau Plan régional de santé (PRS 2).

« On est là pour faire comprendre au Ceser qu'il doit voter contre », explique le secrétaire général CGT (santé et action sociale), Sylvie Bertuot. Elle explique : « Les hôpitaux sont au bord de l'explosion, les maisons de retraite souffrent, tout comme les Ehpad... On est aujourd'hui, partout, dans l'incapacité d'assurer une prise en charge décente des pa-

tients. » Elle évoque l'installation d'une maltraitance institutionnelle que viendra encore empirer le rapport de l'ARS. La CGT milite pour plus de moyens accordés à la santé, et « pour la création de centres de santé de proximité, avec, dedans, des médecins et infirmiers salariés du public. Ça existe bien ailleurs ».

Hier, des syndicalistes ont pu assister aux débats du Ceser, avant qu'une délégation ne soit reçue par son président, Éric Chevêde. Il s'est vu remettre une pétition portant 40 000 signatures de habitants de la région refusant le projet de l'ARS. ■

### Les déséquilibres régionaux



**DÉMOGRAPHIE MÉDICALE** ■ Le rapport de l'Agence régionale de santé (ARS) relève une détérioration de la démographie médicale dans le Centre-Val de Loire, depuis le premier Plan régional de santé (PRS 1) : le nombre de médecins généralistes est ainsi passé de 91 pour 100 000 habitants en 2012 à 65 en 2016, dont 56 % ont aujourd'hui plus de 55 ans. On observe le même type de chute concernant les spécialistes. Sur les près de 6 900 médecins de la région, entre 300 et 340 partent à la retraite chaque année. Parallèlement, on en forme que 255 par an à la faculté de médecine de Tours (notre photo). Et tous ne vont pas rester dans la région, bien entendu, puisqu'un concours national en système année le répartit dans toute la France. Ils seront encore moins à venir dans le Loiret, prouvent les chiffres. Sur 214 médecins venus s'installer dans le Centre-Val de Loire en 2016, 106 filaient (ou restaient) en Indre-et-Loire, 33 dans le Loiret et 18 dans le Cher. Des chiffres traduisant un vrai déséquilibre : plus on s'éloigne de la faculté de médecine de Tours (Indre-et-Loire), moins il y a d'installations. Et c'est plus que flagrant... ■



LA CGT. Le syndicat a remis une pétition. PHOTO DAVID CREFF